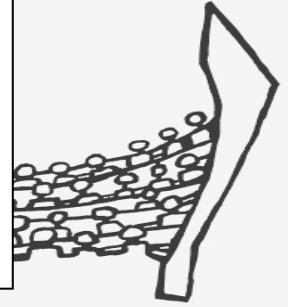




Pour construire des alternatives, nous vous invitons aux Etats Généraux du Service Public.

**Samedi 29 Mai 2010
ROUEN 14h00-17h30
Halle aux toiles**

Etats Généraux du Service Public



Les services publics font l'objet d'attaques répétées depuis 2002 : ils seraient trop coûteux, trop nombreux, inefficaces... en somme, l'initiative privée ferait bien mieux.

Le premier plan social en France concerne la fonction publique : plus de 100 000 emplois ont été supprimés depuis le début du mandat de Nicolas Sarkozy dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la sécurité... Pourtant, les services publics jouent un rôle majeur « d'amortisseur social », particulièrement important en temps de crise. Leur mise à mal ne fait qu'accroître les inégalités.

Comment ne pas constater que les « réformes » menées ont toujours le même effet : moins de service public avec, en corollaire, une dégradation du service rendu aux usagers et des conditions de travail des agents.

Les services publics sont des outils de solidarité, de citoyenneté et de cohésion sociale.

Leur casse méthodique et volontaire, par choix idéologique, ne peut qu'accroître les inégalités entre français et fragiliser encore un peu plus le véritable rempart qu'ils constituent pour combattre les exclusions. La France et l'Europe ont besoin de services publics forts.

Leur démocratisation est incontournable pour que salariés, usagers et élus soient associés aux choix, orientations et décisions pour une véritable réponse aux besoins.

Il est urgent de s'affranchir des marchés financiers et des logiques concurrentielles qui empêchent cette démocratisation, et d'organiser la défense et la promotion des services publics.

Le Comité Local de Défense et de Promotion des Services Publics est constitué de citoyen(ne)s, d'associations, de syndicats, de partis qui considèrent que les services publics sont un atout pour notre pays et son développement et, qu'à ce titre, ils doivent être maintenus et même développés pour répondre mieux et plus aux besoins de tous, notamment des plus démunis.

La première action du Comité a été de fédérer les initiatives prises dans le cadre de la « votation citoyenne » contre le changement de statut de La Poste. Aujourd'hui, il s'engage dans l'organisation des « Etats généraux du service public ».

AITEC ; ANECR ; ATTAC ; CADAC ; Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous ; Collectif national droits des femmes ; Confédération Paysanne ; Convergence Nationale des collectifs de défense et développement des SP ; Comité National des Privés d'Emploi ; CGT ; Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; ESS ; Fondation COPERNIC ; FASE ; Fédération des SP – CGT ; FSU ; Gauche Avenir ; Gauche Unitaire ; Les Alternatifs ; Les Verts ; LDH ; M'PEP, MRC ; NPA ; Parti Communiste ; PCOF ; PG ; Parti Socialiste ; République et Socialisme ; Résistance Sociale ; SOLIDAIRES ; Syndicat de la Magistrature ; UDB ; UFAL ; UGFF-CGT ; UNEF ; USP ... Et vous, si vous le souhaitez ! contacter le comité local de Rouen solidaires.hn@wanadoo.fr



Avenir des services publics : il faut ouvrir le débat, proposer des réponses et agir !

<http://www.etats-generaux-du-service-public.fr>

Nous proposons un processus qui fasse de 2010 une année de débats et de mobilisations citoyennes autour de ces grandes questions, à travers notamment des États Généraux locaux et nationaux, une pétition nationale, une manifestation nationale.

Programme des États Généraux pour le Service Public à Rouen

Présentation

Présentation de la démarche nationale des États généraux : contexte politique et sociales des attaques globales contre les services publics, les passées, les présentes, et celles à venir... Un exemple de combat : la bataille pour une eau publique dans l'agglomération de Rouen

« Quelles propositions, quelles actions »

- **Service public** : refus des délégations au privé, retour au public dans tous les domaines de la vie quotidienne.
- **Financement** : aides aux banques, bouclier fiscal, l'argent existe. Posons la question de la répartition de la richesse et de la gratuité entière ou partielle des services publics.
- **Europe** : limitons le poids des directives européennes sur les décisions locales et nationales, anticipons le retour de la directive Bolkestein.
- **Démocratie**, c'est à la population, aux usagers et aux salariés de décider et de contrôler
- **Actions concrètes** à mener pour gagner, tant au niveau local qu'au niveau national : transports, restauration, parkings, petite enfance. La méthode : des combats ciblés, votation citoyenne, actions collectives et unitaires.

Ateliers : cas concrets

1 – les transports : le fret, les lignes voyageurs de la Région, les transports collectifs urbains, les compagnies de car privées : anticiper les actions en fonction des contrats.

2 – le service public de la petite enfance au vu des attaques précises en ce domaine, mouvement « Pas de bébé à la consigne »

3 – la santé avec les attaques à multiples facettes en abordant la question de l'IVG

Restitution des ateliers et débat collectif

Sur les thèmes abordés en première partie et dans les ateliers

Mai 2010

« Rencontres pour le Service Public » au niveau local, départemental et régional, avec l'objectif de lever une problématique commune à partir et au-delà des points sectoriels, de cerner les questions afin d'amorcer des réponses et contribuer au débat national.

Samedi 5 juin sur Paris

Une rencontre nationale des représentants de tous les comités locaux pour faire la synthèse des questions et des propositions issues de ces rencontres et dessiner le socle des États généraux nationaux. Décider quant à la pétition nationale, son contenu. Préparer les États généraux. Décider de la manifestation nationale.

Entre mi-septembre et mi-octobre

Tenue des « États généraux du Service public » sur 2 jours (en fin de semaine) dans une structure permettant accueil et hébergement. Travail à partir des travaux locaux, de chercheurs, des contributions des organisations du comité national.

Fin 2010

Dans la foulée des États généraux, une manifestation nationale pour le Service Public est envisagée pour populariser et porter ses engagements.